

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Atos, acteur majeur des JO et du numérique public va disparaître !

Si les Jeux olympiques se déroulent si bien, c'est en partie grâce aux salariés d'ATOS, fleuron industriel du savoir-faire informatique français, résultat de l'histoire du plan calcul en passant par Bull.

Et pourtant le risque de disparition de ce savoir-faire et de cette entreprise n'a jamais été aussi grand. A l'heure où le numérique envahit la société, ce serait un drame absolu pour les citoyens français et européens.

L'état, alerté depuis août 2023 par la CGT du groupe sur la gravité de l'endettement d'Atos provoqué par l'incurie de ses dirigeants successifs, à commencer par Thierry Breton, n'a réagi que fin avril 2024 par des propositions non engageantes de reprise d'une partie des activités dites « souveraines » gérées par l'entreprise. Le périmètre ciblé reste très insuffisant.

Aujourd'hui, l'avenir des salariés du groupe est entre les mains des créanciers. Les services rendus aux citoyens par l'entreprise, parmi lesquels les portails informatiques de nombreux services publics, la gestion des données de santé, le pilotage des infrastructures nucléaires civiles et militaires, l'informatique militaire et beaucoup d'autres, doivent être sanctuarisés par la puissance publique.

La CGT attendait une décision beaucoup plus engageante de la part d'un gouvernement qui s'est volatilisé à la suite des élections législatives. L'état a fait mine de s'intéresser aux problèmes de l'entreprise qui gère et supporte toute l'infrastructure informatique des JO 2024 afin de s'assurer que ceux-ci se dérouleraient sans encombre. Et après ?

L'accord annoncé récemment entre Atos et ses créanciers pour repousser les échéances entre 2026 et 2029 ne rassure pas sur la pérennité des emplois des 10 000 salarié-es français. Il s'agit de remédier à la dette... par de nouveaux emprunts et de faire en sorte que les créanciers puissent récupérer la plus grande partie de leurs mises ! Quitte à pratiquer des ventes à la découpe, délocaliser, licencier et pressurer les salariés pour maximiser les profits et rembourser les dettes.

La souveraineté nationale, la sécurité des données critiques des citoyens français passent au second plan. La destruction de l'emploi et la perte de savoir-faire est garantie !!!

Ça suffit ! Il est urgent de reprendre la main, d'imposer notre projet CGT.

<https://www.cgt.fr/actualites/numerique-mobilisation/pour-sauver-atos-une-alternative-est-possible>

Aussi, la CGT enjoint les nouveaux-elles député-es et le « futur nouveau gouvernement » à prendre en compte son plan de sauvetage en nationalisant l'ensemble de l'entreprise et à s'engager résolument dans la sauvegarde des emplois et des activités essentielles pour les citoyen·nes français-es.

Tant que les salarié-es ne seront pas entendus-es, ils/elles continueront à alerter sur les plans délétères qui les menacent. Atos doit être l'outil industriel de souveraineté économique de développement du numérique scientifique et public, pas celui de la finance !

Montreuil, le 31 juillet 2024